



Etablissement public sous la tutelle du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, le *Verkéiersverbond* se propose d'engager avec effet immédiat ou à convenir dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée (CDI):

un juriste (m/f) (Ju0120)

La personne retenue interviendra notamment dans les tâches suivantes :

- traitement des affaires juridiques relevant de la compétence du Verkéiersverbond ;
- élaboration, revue et suivi des contrats ;
- prise en charge plus particulièrement des domaines suivants : GDPR, marchés publics, transport national et international par route, droit du travail ;
- veille juridique et réglementaire ;
- suivi du contentieux avec les fournisseurs ;
- support juridique aux différents services du Verkéiersverbond ;
- participation à des réunions externes avec les partenaires et fournisseurs du Verkéiersverbond ;
- la tâche s'effectuera en étroite collaboration avec la direction des transports publics du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

Pour correspondre au profil souhaité, le/la candidat(e) recherché(e) doit disposer:

- d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un Master II en droit ;
- d'une bonne connaissance de la législation et réglementation générale nationale et communautaire, notamment dans les domaines suivants : marchés publics, GDPR, droit du travail ;
- d'un esprit d'analyse et de synthèse ;
- d'un sens développé de l'initiative et des responsabilités ;
- de bonnes compétences en matière de communication orale et écrite ;
- une bonne maîtrise de l'allemand, de l'anglais et du français est indispensable, la maîtrise du luxembourgeois constitue un atout ;
- la réussite aux CCDL et au stage judiciaire constitue un atout.

Une lettre de motivation, en indiquant la référence du poste, accompagnée d'un CV, d'une copie des diplômes et d'une photo, est à envoyer avant le 15.02.2020 à l'adresse suivante: Verkéiersverbond, B.P. 640, L-2016 Luxembourg. Durant la phase finale du processus de sélection, un bulletin 3 de l'extrait du casier judiciaire luxembourgeois sera demandé.